

**RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DES FORMULAIRES
-
FORMULAIRES RECOMMANDÉS**

Coordonné par le Bureau Permanent

* * *

**REPORT OF THE FORMS WORKING GROUP
-
RECOMMENDED FORMS**

Co-ordinated by the Permanent Bureau

*Document préliminaire No 31-B de juillet 2007
à l'intention de la Vingt-et-unième session de novembre 2007*

*Preliminary Document No 31-B of July 2007
for the attention of the Twenty-First Session of November 2007*

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DES FORMULAIRES
-
FORMULAIRES RECOMMANDÉS

Coordonné par le Bureau Permanent

* * *

REPORT OF THE FORMS WORKING GROUP
-
RECOMMENDED FORMS

Co-ordinated by the Permanent Bureau

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Annexe A	3
Demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution.....	4
Résumé de la décision	9
Document attestant du caractère exécutoire de la décision	15
Document attestant de la notification.....	16
Rapport sur l'état d'avancement – article 12(4).....	18
Annexe B	21
Demande d'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis	22
Rapport sur l'état d'avancement – article 12(4).....	27
Annexe C	30
Demande d'obtention d'une décision.....	31
Rapport sur l'état d'avancement – article 12 (4).....	36
Annexe D.....	39
Demande de modification d'une décision	40
Rapport sur l'état d'avancement – article 12(4).....	46
Annexe E	49
Formulaire relatif à la situation financière	50

Annexe A

**Demande de reconnaissance ou reconnaissance et exécution
(article 10(1) a))**

Extrait de la décision

Certificat attestant du caractère exécutoire de la décision

Certificat de l'article 21(1) c)

Rapport sur l'état d'avancement – article 12(4)

*** * ***

Annex A

Application for Recognition or Recognition and Enforcement

Abstract of a Decision

Statement of Enforceability of a Decision

Statement of Proper Notice

Status of Application Report – Article 12(4)

Demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution (article 10(1) a))

AVIS DE CONFIDENTIALITE ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE PERSONNEL

Les renseignements à caractère personnel recueillis ou transmis en application de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis ou transmis. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son Etat.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 37.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 37. Si cette case est cochée, les informations demandées aux points 2 d, e, f et g et 5 devront être fournies seulement à la page Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur du présent formulaire.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

a. Nom(s) de famille : _____

b. Prénom(s) : _____

c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

ou

a. Nom de l'organisme public : _____

b. Nom(s) de famille de la personne à contacter : _____

c. Prénom(s) de la personne à contacter : _____

et

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

3. Renseignements à caractère personnel concernant la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus

3.1 Des aliments sont demandés ou dus pour le demandeur identifié ci-dessus

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

mariage relation analogue au mariage

lien d'alliance (préciser le lien) : _____

grand-parent fratrie petit-enfant

autre : _____

- 3.2 Des aliments sont demandés ou dus pour le(s) enfant(s) identifié(s) ci-dessous
- a. Nom(s) de famille : _____
 Prénom(s) : _____
 Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
 Aliments découlant d'une relation de :
 filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent
- b. Nom(s) de famille : _____
 Prénom(s) : _____
 Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
 Aliments découlant d'une relation de :
 filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent
- c. Nom(s) de famille : _____
 Prénom(s) : _____
 Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
 Aliments découlant d'une relation de :
 filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent
- 3.3 Des aliments sont demandés ou dus pour la personne identifiée ci-dessous
- Nom(s) de famille : _____
 Prénom(s) : _____
 Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
 Aliments découlant d'une relation de :
 mariage relation analogue au mariage
 lien d'alliance (préciser le lien) : _____
 grand-parent fratrie petit-enfant
 autre : _____
- 3.4 Des aliments sont demandés ou dus pour d'autres enfants ou d'autres personnes, des renseignements à caractère personnel supplémentaires sont annexés
4. Renseignements à caractère personnel du débiteur (s'ils sont connus) (défendeur)
- a. Nom(s) de famille : _____
- b. Prénom(s) : _____
- c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
- d. Numéro d'identification national : _____
- e. Adresse personnelle : _____

- f. Adresse postale : _____

- g. Toute autre information permettant de localiser le débiteur

5. **Paielements**

a. **Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)**

Nom de la banque : _____

CNIB¹ : _____

Code SWIFT : _____

NCBI² : _____

Numéro de compte : _____

Nom du détenteur de compte : _____

Référence³ : _____

b. **Informations concernant les paiements par chèques (le cas échéant)**

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence³ : _____

6. **Bases de reconnaissance et d'exécution (article 17) (veuillez cocher toutes les cases pertinentes)**

Date de la décision : _____ (jj/mm/aaaa) Etat d'origine : _____

- Le défendeur résidait habituellement dans l'Etat d'origine lors de l'introduction de l'instance ;
- Le défendeur s'est soumis à la compétence de l'autorité, soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en était offerte pour la première fois ;
- Le créancier résidait habituellement dans l'Etat d'origine lors de l'introduction de l'instance ;
- L'enfant pour lequel des aliments ont été accordés résidait habituellement dans l'Etat d'origine lors de l'introduction de l'instance et à condition que le défendeur ait vécu avec l'enfant dans cet Etat ou qu'il ait résidé dans cet Etat et y ait fourni des aliments à l'enfant ;
- La compétence a fait l'objet d'un accord écrit ou verbal avec confirmation écrite entre les parties (sauf dans un litige portant sur une obligation alimentaire à l'égard d'un enfant) ;
- La décision a été rendue par une autorité exerçant sa compétence sur une question relative à l'état des personnes ou la responsabilité parentale et cette compétence n'était pas fondée uniquement sur la nationalité de l'une des parties ; ou
- Lorsqu'une réserve a été faite en vertu de l'article 17(2), le droit de l'Etat requis, dans des circonstances de fait similaires, conférait ou aurait conféré compétence à ses autorités pour rendre une telle décision. Veuillez préciser : _____

* Voir le Formulaire de transmission pour la liste des documents au soutien de la demande.

¹ Code national d'identification de la banque.

² Numéro de compte bancaire international.

³ Lorsque nécessaire afin de compléter le paiement.

7 *Convention sur le recouvrement des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille*

7. **Comparution du demandeur**

- Le défendeur a comparu dans la procédure de l'État d'origine
- Le défendeur n'a pas comparu dans la procédure dans l'État d'origine (voir le document attestant de la notification ci-joint)

8. Formulaire relatif à la situation financière ci-joint (art. 11(2) a) et b) et art. 21(1)f))

9. **Autres informations :** _____

- Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.
- Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur

Demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution
(article 10(1) a))

N.B. Les informations aux points 2 d, e, f et g et 5 contenues dans cette page ne peuvent en aucun cas être révélées ou confirmées conformément à l'article 37.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

a. Nom(s) de famille : _____

b. Prénom(s) : _____

c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

5. Paiements

a. Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)

Nom de la banque : _____

CNIB : _____

Code SWIFT : _____

NCBI : _____

Numéro de compte : _____

Nom du détenteur de compte : _____

Référence : _____

b. Informations concernant les paiements par chèques (le cas échéant)

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence : _____

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules)

Date : _____

Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale

(jj/mm/aaaa)

Résumé de la décision

(article 21(2))

1. **Nom de l'Etat d'origine de la décision:** _____
 (identifier l'unité territoriale le cas échéant) _____

2. **Autorité compétente délivrant le résumé**
 - 2.1 **Nom :** _____
 - 2.2 **Adresse :** _____

 - 2.3 **Numéro de téléphone :** _____
 - 2.4 **Numéro de télécopie :** _____
 - 2.5 **Courriel :** _____

3. **Décision¹**
 - 3.1 **Type d'autorité :** **autorité judiciaire** ou **autorité administrative**
 - 3.2 **Nom et lieu de l'autorité :** _____
 - 3.3 **(adresse le cas échéant)** _____

 - 3.4 **Date de la décision :** _____ **(jj/mm/aaaa)**
 - 3.5 **Date de prise d'effet de la décision :** _____ **(jj/mm/aaaa)**
 - 3.6 **Numéro de référence de la décision :** _____
 - 3.7 **Noms des parties à la décision :** _____

4. **Nom du débiteur :** _____

5. **Dispositif de la décision**
 - 5.1. **Aliments dus à une seule personne ou à un groupe de personnes (veuillez spécifier la devise pour chaque montant)**
Nom(s) et date(s) de naissance de la (des) personne(s) ayant droit aux aliments, arrérages, et autres paiements
 - a. **Nom(s) de famille :** _____
 - Prénom(s) :** _____
 - Date de naissance :** _____ **(jj/mm/aaaa)**

¹ Pour la définition du terme décision, voir l'article 16(1).

- b. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
- c. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

5.1.1. Modalités de paiement des aliments

- A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'aliments chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- Ce paiement inclut les arrérages intérêts assurances santé
 frais de scolarité d'autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____

5.1.2. Dispositif des paiements d'arrérages

- En date du _____ (jj/mm/aaaa) le montant total des arrérages est de _____. A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'arrérages chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

5.1.3. Autres paiements prévus dans la décision

- A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'intérêts chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'assurance santé chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de frais de scolarité chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____ chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

* Inclure un extrait de la décision si nécessaire.

5.2. Paiements d'aliments pour plus d'une personne sur une base individuelle (veuillez spécifier la devise pour chaque montant)

a. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'aliments chaque :
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
Ce paiement inclut les arrérages intérêts assurances santé
 frais de scolarité d'autres paiements, arrangements ou conditions
(veuillez spécifier*) : _____

A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'aliments chaque :
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'intérêts chaque :
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'assurance santé chaque :
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de frais de scolarité chaque :
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____ **chaque :**
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

* Inclure un extrait de la décision si nécessaire.

b. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

- A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'aliments chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- Ce paiement inclut les arrérages intérêts assurances santé
 frais de scolarité d'autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____
- A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'aliments chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'intérêts chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'assurance santé chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de frais de scolarité chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____ chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

* Inclure un extrait de la décision si nécessaire.

c. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'aliments chaque :
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
Ce paiement inclut les arrérages intérêts assurances santé
 frais de scolarité d'autres paiements, arrangements ou conditions
(veuillez spécifier*) : _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'aliments chaque :
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'intérêts chaque :
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'assurance santé chaque :
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de frais de scolarité chaque :
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

A partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____ **chaque :**
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

* Inclure un extrait de la décision si nécessaire.

6. Indexation des aliments

- La décision est silencieuse au sujet de l'indexation
 - Les aliments doivent être indexés chaque année de _____ %
 - Les aliments doivent être indexés de la façon suivante : _____
-
-

7. Intérêts en cas de retard de paiement

- La décision est silencieuse au sujet des intérêts en cas de retard de paiement
- Les sommes dues produisent des intérêts en cas de retard de paiement au taux suivant _____ % par mois 3 mois 6 mois année
- Les intérêts sont : simples ou composés

8. Effet de la décision

Cette décision demeure exécutoire :

- jusqu'au moment où l'(es) enfant(s) atteindra(ont) l'âge de : _____
- jusqu'au moment où l'(es) enfant(s) sera(ont) indépendant(s)
- jusqu'au moment où l'(es) enfant(s) complètera(ont) sa (leur) scolarité (veuillez spécifier) : école secondaire Lycée
 Collège Université
- jusqu'au moment où le créancier sera indépendant
- à moins qu'elle ne soit modifiée ou interrompue par une autre décision ou en vertu de la loi
- autre : _____

9. Frais et dépens

- La décision est silencieuse au sujet des frais et dépens
- Le débiteur est condamné à payer les frais et dépens
- Les frais et dépens sont de : _____ (veuillez spécifier la devise)

- Ce résumé reflète fidèlement le contenu de la décision, décrite au point 3 ci-dessus, en ce qui concerne les aliments pour les personnes spécifiées aux points 5.1. and 5.2. a, b and c ci-dessus

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Nom du fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine (jj/mm/aaaa)

- Ce résumé a été rempli par le fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine dont le nom apparaît ci-dessus et est transmis par l'Autorité centrale requérante. Le fonctionnaire atteste par la présente que les informations ci-incluses proviennent des dossiers tenus par l'autorité compétente et reflètent fidèlement leur contenu.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

Numéro de référence de l'Autorité centrale requérante : _____
(pour les fins des Autorités centrales seulement)

Document attestant du caractère exécutoire de la décision (article 21(1) b))

1. Nom de l'Etat d'origine de la décision: _____
(identifier l'unité territoriale le cas échéant) _____

2. Autorité compétente délivrant le document

2.1 Nom : _____

2.2. Adresse : _____

2.3 Numéro de téléphone : _____

2.4 Numéro de télécopie : _____

2.5 Courriel : _____

3. Décision¹

3.1 Type d'autorité : autorité judiciaire ou autorité administrative²

3.2 Nom et lieu de l'autorité : _____

3.3 (adresse le cas échéant) _____

3.4 Date de la décision : _____ (jj/mm/aaaa)

3.5. Date de prise d'effet de la décision : _____ (jj/mm/aaaa)

3.6 Numéro de référence de la décision : _____

3.7 Noms des parties à la décision : _____

4. La décision est exécutoire dans l'Etat d'origine.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____
Nom du fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine (jj/mm/aaaa)

Ce document attestant du caractère exécutoire de la décision a été rempli par le fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine dont le nom apparaît ci-dessus et est transmis par l'Autorité centrale requérante

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____
Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

Numéro de référence de l'Autorité centrale requérante : _____
(pour les fins des Autorités centrales seulement)

¹ Pour la définition du terme décision, voir l'article 16(1).

² L'Autorité administrative à laquelle il est fait référence dans ce document remplit les exigences prévues à l'article 16(3).

Document attestant de la notification¹

1. **Nom de l'État d'origine de la décision:** _____
(identifier l'unité territoriale le cas échéant) _____

2. **Autorité compétente délivrant le document**
 - 2.1 **Nom :** _____
 - 2.2 **Adresse :** _____

 - 2.3 **Numéro de téléphone :** _____
 - 2.4 **Numéro de télécopie :** _____
 - 2.5 **Courriel :** _____

3. **Décision²**
 - 3.1 **Type d'autorité :** **autorité judiciaire** ou **autorité administrative**
 - 3.2 **Nom et lieu de l'autorité :** _____
 - 3.3 **(adresse le cas échéant)** _____

 - 3.4 **Date de la décision :** _____ (jj/mm/aaaa)
 - 3.5 **Date de prise d'effet de la décision :** _____ (jj/mm/aaaa)
 - 3.6 **Numéro de référence de la décision :** _____
 - 3.7 **Noms des parties à la décision :** _____

4. **Nom du débiteur (défendeur) :** _____

¹ Un Document attestant de la notification devrait être fourni si le défendeur n'a pas comparu dans la procédure de l'État d'origine.

² Pour la définition du terme décision, voir l'article 16(1) de la Convention.

5. Notification du défendeur

- Le défendeur a été dûment avisé de la procédure et a eu la possibilité de se faire entendre (Attestation de signification ou de notification ci-jointe, le cas échéant)
- Le défendeur a été dûment avisé de la décision et a eu la possibilité de la contester en fait et en droit (Attestation de signification ou de notification ci-jointe, le cas échéant)

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____
Nom du fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine (jj/mm/aaaa)

- Ce document attestant de la notification a été rempli par le fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine dont le nom apparaît ci-dessus et est transmis par l'Autorité centrale requérante. Le fonctionnaire atteste par la présente que les informations ci-incluses proviennent des dossiers tenus par l'autorité compétente et reflètent fidèlement leur contenu.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____
Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

Numéro de référence de l'Autorité centrale requérante : _____
(pour les fins des Autorités centrales seulement)

Rapport sur l'état d'avancement – article 12(4)

(Demande de reconnaissance ou reconnaissance et d'exécution – article 10(1) a))

AVIS DE CONFIDENTIALITE ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE PERSONNEL

Les renseignements à caractère personnel recueillis ou transmis en application de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis ou transmis. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son Etat.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 37.

Une décision de non-divulgation a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 37.

1. Autorité centrale requise	2. Personne à contacter dans l'Etat requis
a. Adresse	a. Adresse (si différente)
b. Numéro de téléphone	b. Numéro de téléphone (si différent)
c. Numéro de télécopie	c. Numéro de télécopie (si différent)
d. Courriel	d. Courriel (si différent)
e. Numéro de référence	e. Langue(s)

3. Identification du dossier

a. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

b. Nom(s) de famille du demandeur : _____
ou

b. Nom de l'organisme public : _____
et

c. Nom(s) de famille de la (les) personne(s) pour
qui des aliments sont demandés ou dus _____

d. Nom(s) de famille du débiteur : _____

4. État d'avancement de la demande dans l'Etat requis

a. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a déclaré la décision exécutoire ou a enregistré la décision aux fins d'exécution (décision jointe)

b. Au plus tard le _____ (jj/mm/aaaa), il est prévu que l'autorité compétente déclarera ou enregistrera la décision aux fins d'exécution

c. Le _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur a contesté ou interjeté un appel à l'encontre de la déclaration ou de l'enregistrement de la décision aux fins d'exécution (possibilité d'interjeter appel jointe)

- d. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a rendu une décision refusant la reconnaissance et l'exécution (décision jointe ; conditions pour interjeter appel jointes)
- e. Le _____ (jj/mm/aaaa), la demande a été transmise à l'autorité chargée de son exécution
- f. La demande est toujours pendante devant l'Autorité centrale
- g. La demande d'exécution a été acheminée à l'autorité chargée de son exécution et l'exécution est impossible dans un proche avenir car
- le débiteur est sans ressources
 - le débiteur est incarcéré
 - Autre: _____

5. Les mesures suivantes ont été prises (passé) :
- a. Débiteur localisé
- b. Paiement volontaire assuré (aucune mesure d'exécution n'a été nécessaire)
- c. Informations relatives à la situation financière du débiteur recueillies
- d. Biens du débiteur localisés
- e. Mesures d'exécution entreprises
- Saisie des salaires
 - Saisies-arrêts sur comptes bancaires
 - Retenues sur les prestations de sécurité sociale
 - Gage sur les biens ou vente forcée
 - Saisie de remboursements d'impôt
 - Retenue ou saisie des pensions de retraite
 - Signalement aux organismes de crédit
 - Refus de délivrance, suspension ou révocation de permis ou passeport
 - Saisie des gains de loteries ou de jeux
 - Interdiction de sortir de l'État requis
 - Incarcération
 - Autre: _____
- f. Paiements assurés (des mesures d'exécution ont été nécessaires)
- g. Autre: _____

6. Les mesures suivantes sont en cours (présent) :
- a. Localiser le débiteur
- b. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution n'est nécessaire)
- c. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur
- d. Localiser les biens du débiteur
- e. Entreprendre les mesures d'exécution
- f. Assurer les paiements (des mesures d'exécution sont nécessaires)
- g. Autre: _____

7. Les mesures suivantes seront prises (futur) :
- a. Localiser le débiteur
- b. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution ne sera nécessaire)
- c. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur
- d. Localiser les biens du débiteur
- e. Entreprendre les mesures d'exécution
- f. Assurer les paiements (des mesures d'exécution seront nécessaires)
- g. Autre: _____

8. Veuillez fournir ces informations et / ou ces documents supplémentaires :

[9. La demande a été examinée par l'autorité compétente et est renvoyée car le soutien demandé ne peut pas être accordé par l'État répondant pour la (les) raison(s) suivante(s) :

- a. Il n'y a pas de base de reconnaissance et d'exécution en vertu de l'article 17
- b. La reconnaissance et l'exécution de la décision sont manifestement incompatibles avec l'ordre public de l'État requis
- c. La décision résulte d'une fraude commise dans la procédure
- d. Un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'État requis, première saisie
- e. La décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et ayant le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, elle remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis
- f. Le défendeur n'a pas été dûment avisé de la procédure et n'a pas eu la possibilité de se faire entendre ; et n'a pas été dûment avisé de la décision et n'a pas eu la possibilité de la contester en fait et en droit
- g. La décision a été rendue en violation de l'article 15]¹

10. L'Autorité centrale requise a refusé de traiter la demande pour la (les) raison(s) suivante(s) :

- a. L'Autorité centrale requérante n'a pas produit les documents ou les informations supplémentaires dans le délai imparti à l'article 12(9)
- b. Les conditions requises par la Convention ne sont manifestement pas remplies (les motifs sont joints)

Nom : _____ (en majuscules)

Date : _____

Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale requise

(jj/mm/aaaa)

¹ IL est nécessaire d'examiner la question de savoir si le point 9 doit être inclus suivant la discussion concernant l'examen d'office (article 20(5))

Annexe B

**Demande de d'exécution d'une décision rendue ou reconnue
dans l'État requis
(article 10(1) *b*)**

Rapport sur l'état d'avancement – article 12(4)

*** * ***

Annex B

**Application for Enforcement of a Decision Made or Recognised
in the Requested State
(Article 10(1) *b*)**

Status of Application Report – Article 12(4)

Demande d'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis (article 10(1) b))

AVIS DE CONFIDENTIALITE ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE PERSONNEL

Les renseignements à caractère personnel recueillis ou transmis en application de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis ou transmis. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son Etat.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 37.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 37. Si cette case est cochée, les informations demandées aux points 2 d, e, f et g et 5 devront être fournies seulement à la page Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur du présent formulaire.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____
2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur
 - a. Nom(s) de famille : _____
 - b. Prénom(s) : _____
 - c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
 - d. Adresse : _____

 - e. Numéros de téléphone : _____

 - f. Numéro de télécopie : _____
 - g. Courriel : _____
3. Renseignements à caractère personnel concernant la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus
 - 3.1 Des aliments sont demandés ou dus pour le demandeur identifié ci-dessus

Aliments découlant d'une relation de :

<input type="checkbox"/> filiation	<input type="checkbox"/> <i>in loco parentis</i> ou en lieu et place d'un parent
<input type="checkbox"/> mariage	<input type="checkbox"/> relation analogue au mariage
<input type="checkbox"/> lien d'alliance (préciser le lien) : _____	
<input type="checkbox"/> grand-parent	<input type="checkbox"/> fratrie <input type="checkbox"/> petit-enfant
<input type="checkbox"/> autre : _____	

- 3.2 Des aliments sont demandés ou dus pour le(s) enfant(s) identifié(s) ci-dessous
- a. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
Aliments découlant d'une relation de :
 filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent
- b. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
Aliments découlant d'une relation de :
 filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent
- c. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
Aliments découlant d'une relation de :
 filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent
- 3.3 Des aliments sont demandés ou dus pour la personne identifiée ci-dessous
- Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
Aliments découlant d'une relation de :
 mariage relation analogue au mariage
 lien d'alliance (préciser le lien) : _____
 grand-parent fratrie petit-enfant
 autre : _____
- 3.4 Des aliments sont demandés ou dus pour d'autres enfants ou d'autres personnes, des renseignements à caractère personnel supplémentaires sont annexés
4. Renseignements à caractère personnel du débiteur (s'ils sont connus) (défendeur)
- a. **Nom(s) de famille :** _____
- b. **Prénom(s) :** _____
- c. **Date de naissance :** _____ (jj/mm/aaaa)
- d. **Numéro d'identification national :** _____
- e. **Adresse personnelle :** _____

- f. **Adresse postale :** _____

- g. **Toute autre information permettant de localiser le débiteur**

5. Paiements

a. Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)

Nom de la banque : _____

CNIB¹ : _____

Code SWIFT : _____

NCBI² : _____

Numéro de compte : _____

Nom du détenteur de compte : _____

Référence³ : _____

b. Informations concernant les paiements par chèques (le cas échéant)

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence³ : _____

6. Décision

6.1 Type d'autorité : autorité judiciaire ou autorité administrative

6.2 Nom et Lieu de l'autorité : _____

6.3 (adresse le cas échéant) _____

6.4 Date de la décision : _____ (jj/mm/aaaa)

6.5 Date de prise d'effet de la décision : _____ (jj/mm/aaaa)

6.6 Numéro de référence de la décision : _____

6.7 Noms des parties : _____

7. Le(s) document(s) suivant(s) se trouve(nt) en annexe à cette demande

- Décision**
- État des arrérages**
- Formulaire relatif à la situation financière**

¹ Code national d'identification de la banque.

² Numéro de compte bancaire international.

³ Lorsque nécessaire afin de compléter le paiement.

8. **Autres informations :** _____

- Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.
- Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Représentant autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

PROJET

Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur

Demande d'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis
(article 10(1) b))

N.B. Les informations aux points 2 d, e, f et g et 5 contenues dans cette page ne peuvent en aucun cas être révélées ou confirmées conformément à l'article 37.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

a. Nom(s) de famille : _____

b. Prénom(s) : _____

c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

5. Paiements

a. Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)

Nom de la banque : _____

CNIB : _____

Code SWIFT : _____

NCBI : _____

Numéro de compte : _____

Nom du détenteur de compte : _____

Référence : _____

b. Informations concernant les paiements par chèques (le cas échéant)

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence : _____

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules)

Date : _____

Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale

(jj/mm/aaaa)

Rapport sur l'état d'avancement – article 12(4)

(Demande d'exécution – article 10(1) b))

AVIS DE CONFIDENTIALITE ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE PERSONNEL

Les renseignements à caractère personnel recueillis ou transmis en application de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis ou transmis. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son Etat.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 37.

Une décision de non-divulgation a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 37.

1. Autorité centrale requise a. Adresse b. Numéro de téléphone c. Numéro de télécopie d. Courriel e. Numéro de référence	2. Personne à contacter dans l'Etat requis a. Adresse (si différente) b. Numéro de téléphone (si différent) c. Numéro de télécopie (si différent) d. Courriel (si différent) e. Langue(s)
---	--

3. Identification du dossier

a. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

b. Nom(s) de famille du demandeur : _____

c. Nom(s) de famille de la (les) personne(s) pour
qui des aliments sont demandés ou dus _____

d. Nom(s) de famille du débiteur : _____

4. État d'avancement de la demande dans l'Etat requis

a. Le _____ (jj/mm/aaaa), la demande a été acheminée à l'autorité compétente chargée de son exécution (nom) _____ (adresse) _____ (numéro de référence) _____

b. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a rendu une décision permettant l'exécution (décision jointe)

c. Le _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur a contesté ou interjeté un appel à l'encontre de l'exécution (possibilité d'interjeter appel jointe)

d. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a rendu une décision refusant l'exécution (décision jointe) conditions pour interjeter appel jointes)

e. La demande est toujours pendante devant l'Autorité centrale

- f. La demande d'exécution a été acheminée à l'autorité chargée de son exécution et l'exécution est impossible dans un proche avenir car
- le débiteur est sans ressources
 - le débiteur est incarcéré
 - Autre: _____

5. Les mesures suivantes ont été prises (passé) :
- a. Débiteur localisé
 - b. Paiement volontaire assuré (aucune mesure d'exécution n'a été nécessaire)
 - c. Informations relatives à la situation financière du débiteur recueillies
 - d. Biens du débiteur localisés
 - e. Mesures d'exécution entreprises
 - Saisie des salaires
 - Saisies-arrêts sur comptes bancaires
 - Retenues sur les prestations de sécurité sociale
 - Gage sur les biens ou vente forcée
 - Saisie de remboursements d'impôt
 - Retenue ou saisie des pensions de retraite
 - Signalement aux organismes de crédit
 - Refus de délivrance, suspension ou révocation de permis ou passeport
 - Saisie des gains de loteries ou de jeux
 - Interdiction de sortir de l'État requis
 - Incarcération
 - Autre: _____
 - f. Paiements assurés (des mesures d'exécution ont été nécessaires)
 - g. Autre: _____

6. Les mesures suivantes sont en cours (présent) :
- a. Localiser le débiteur
 - b. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution n'est nécessaire)
 - c. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur
 - d. Localiser les biens du débiteur
 - e. Entreprendre les mesures d'exécution
 - f. Assurer les paiements (des mesures d'exécution sont nécessaires)
 - g. Autre: _____

7. Les mesures suivantes seront prises (futur) :
- a. Localiser le débiteur
 - b. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution ne sera nécessaire)
 - c. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur
 - d. Localiser les biens du débiteur
 - e. Entreprendre les mesures d'exécution
 - f. Assurer les paiements (des mesures d'exécution seront nécessaires)
 - g. Autre: _____

8. Veuillez fournir ces informations et / ou ces documents supplémentaires :
- _____
- _____

9. L'Autorité centrale requise a refusé de traiter la demande pour la (les) raison(s) suivante(s) :
- a. L'Autorité centrale requérante n'a pas produit les documents ou les informations supplémentaires dans le délai imparti à l'article 12(9)
 - b. Les conditions requises par la Convention ne sont manifestement pas remplies (les motifs sont joints à ce Rapport)
10. L'autorité compétente refuse d'exécuter la décision pour la (les) raison(s) suivante(s) :
- a. Les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies (décision jointe)
 - b. Le débiteur n'a pas été localisé dans l'État requis
 - c. La décision n'a pas été reconnue dans l'État requis (décision jointe)
 - d. La décision n'est plus exécutoire (décision jointe)
 - e. La décision est incompatible avec une décision postérieure (décision jointe)
 - f. La décision a été modifiée (décision jointe)
 - g. Autre : _____

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Nom du fonctionnaire de l'Autorité centrale requise (jj/mm/aaaa)

Annexe C

Demande d'obtention d'une décision

Rapport sur l'état d'avancement – article 12(4)

*** * ***

Annex C

Application for Establishment of a Decision

Status of Application Report – Article 12(4)

Demande d'obtention d'une décision
(y compris l'établissement de la filiation si nécessaire)
(article 10(1) c) et d))

AVIS DE CONFIDENTIALITE ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE PERSONNEL

Les renseignements à caractère personnel recueillis ou transmis en application de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis ou transmis. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son Etat.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 37.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 37. Si cette case est cochée, les informations demandées aux points 2 d, e, f et g et 5 devront être fournies seulement à la page Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur du présent formulaire.

1. **Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante :** _____
2. **Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur**
 - a. **Nom(s) de famille :** _____
 - b. **Prénom(s) :** _____
 - c. **Date de naissance :** _____ (jj/mm/aaaa)
 - d. **Adresse :** _____

 - e. **Numéros de téléphone :** _____

 - f. **Numéro de télécopie :** _____
 - g. **Courriel :** _____
3. **Renseignements à caractère personnel concernant la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus**
 - 3.1 **Des aliments sont demandés ou dus pour le demandeur identifié ci-dessus**
Aliments découlant d'une relation de :

<input type="checkbox"/> filiation	<input type="checkbox"/> <i>in loco parentis</i> ou en lieu et place d'un parent
<input type="checkbox"/> mariage	<input type="checkbox"/> relation analogue au mariage
<input type="checkbox"/> lien d'alliance (préciser le lien) : _____	
<input type="checkbox"/> grand-parent	<input type="checkbox"/> fratrie <input type="checkbox"/> petit-enfant
<input type="checkbox"/> autre : _____	

3.2 Des aliments sont demandés ou dus pour le(s) enfant(s) identifié(s) ci-dessous

a. Nom(s) de famille : _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

b. Nom(s) de famille : _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

c. Nom(s) de famille : _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

3.3 Des aliments sont demandés ou dus pour la personne identifiée ci-dessous

Nom(s) de famille : _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

mariage relation analogue au mariage
 lien d'alliance (préciser le lien) : _____
 grand-parent fratrie petit-enfant
 autre : _____

3.4 Des aliments sont demandés ou dus pour d'autres enfants ou d'autres personnes, des renseignements à caractère personnel supplémentaires sont annexés

4. Renseignements à caractère personnel du débiteur (s'ils sont connus) (défendeur)

a. Nom(s) de famille : _____
b. Prénom(s) : _____
c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

d. Numéro d'identification national : _____

e. Adresse personnelle : _____

f. Adresse postale : _____

g. Toute autre information permettant de localiser le débiteur

5. Paiements

a. Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)

Nom de la banque : _____

CNIB¹ : _____

Code SWIFT : _____

NCBI² : _____

Numéro de compte : _____

Nom du détenteur de compte : _____

Référence³ : _____

b. Informations concernant les paiements par chèque (le cas échéant)

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence³ : _____

6. Cette demande est présentée aux fins d'obtention d'une décision dans l'État requis :

- a. **lorsqu'il n'existe aucune décision (article 10(1) c))**
b. **lorsque la reconnaissance et l'exécution d'une décision n'est pas possible ou est refusée en raison de l'absence d'une base de reconnaissance et d'exécution en vertu de l'article 17 ou sur le fondement de l'article 19 b) ou e) (article 10(1) d))**

7. Le(s) document(s) suivant(s) se trouve(nt) en annexe afin de compléter la demande :

- Acte de naissance ou équivalent
- Reconnaissance de filiation par le débiteur
- Affidavit faisant état de la filiation biologique
- Décision d'une autorité compétente relative à la filiation
- Résultats de tests génétiques
- Certificat d'adoption
- Certificat de mariage ou relation équivalent et date de divorce / séparation
- Affidavit faisant état de la résidence commune des parties
- Accord des parties relatif aux aliments
- Preuve d'inscription à une institution d'enseignement secondaire ou post-secondaire
- Preuve d'incapacité
- Formulaire relatif à la situation financière
- État des arrérages ou historique des paiements
- La loi applicable n'est pas celle du tribunal saisi (document ci-joint, le cas échéant)⁴
- Autres preuves admises en vertu de la loi de l'Etat requis
- Décision de l'État requis refusant la reconnaissance et l'exécution

¹ Code national d'identification de la banque.

² Numéro de compte bancaire international.

³ Lorsque nécessaire afin de compléter le paiement.

⁴ Le maintien de cette case est sujette aux résultats des travaux du Groupe de travail loi applicable.

8. **Autres informations :** _____

- Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.
- Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Nom du fonctionnaire de l'Autorité centrale requise (jj/mm/aaaa)

PROJET

Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur

**Demande d'obtention d'une décision
(y compris l'établissement de la filiation si nécessaire)
(article 10(1) c) et d))**

N.B. Les informations aux points 2 d, e, f et g et 5 contenues dans cette page ne peuvent en aucun cas être révélées ou confirmées conformément à l'article 37.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

a. Nom(s) de famille : _____

b. Prénom(s) : _____

c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

5. Paiements

a. Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)

Nom de la banque : _____

CNIB : _____

Code SWIFT : _____

NCBI : _____

Numéro de compte : _____

Nom du détenteur de compte : _____

Référence : _____

b. Informations concernant les paiements par chèques (le cas échéant)

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence : _____

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules)

Date : _____

Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale

(jj/mm/aaaa)

Rapport sur l'état d'avancement – article 12 (4)

(Demande d'obtention d'une décision– article 10(1) c) et d))

AVIS DE CONFIDENTIALITE ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE PERSONNEL

Les renseignements à caractère personnel recueillis ou transmis en application de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis ou transmis. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son Etat.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 37.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 37.

<p>1. Autorité centrale requise</p> <p>a. Adresse</p> <p>b. Numéro de téléphone</p> <p>c. Numéro de télécopie</p> <p>d. Courriel</p> <p>e. Numéro de référence</p>	<p>2. Personne à contacter dans l'Etat requis</p> <p>a. Adresse (si différente)</p> <p>b. Numéro de téléphone (si différent)</p> <p>c. Numéro de télécopie (si différent)</p> <p>d. Courriel (si différent)</p> <p>e. Langue(s)</p>
---	--

3. Identification du dossier

a. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

b. Nom(s) de famille du demandeur : _____

c. Nom(s) de famille de la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus _____

d. Nom(s) de famille du débiteur : _____

4. État d'avancement de la demande

4.1 État d'avancement de la demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments dans l'Etat requis

a. Le _____ (jj/mm/aaaa), la demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments a été transmise à l'autorité compétente pour prise de décision (nom) _____ (adresse)

_____ (numéro de référence) _____

b. Au plus tard le _____ (jj/mm/aaaa), il est prévu que l'autorité compétente rendra une décision en matière d'aliments

- c. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a rendu une décision accordant des aliments (décision jointe)
- d. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a refusé la demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments (décision jointe ; conditions pour interjeter appel jointes)
- e. Le _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur a contesté ou interjeté appel de la décision en matière d'aliments (possibilité d'interjeter appel jointe)
- f. Le _____ (jj/mm/aaaa) la décision en matière d'aliments était finale
- g. Le _____ (jj/mm/aaaa) la décision en matière d'aliments était exécutoire
- h. La demande est toujours pendante devant l'Autorité centrale

4.2 État d'avancement de l'établissement de la filiation

- a. Etablissement de la filiation non nécessaire
- b. Le _____ (jj/mm/aaaa), la demande d'établissement de la filiation a été transmise à l'autorité compétente (nom) _____
(adresse) _____
(numéro de référence) _____
- c. Le _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur s'est opposé à l'établissement de la filiation ou a interjeté appel (possibilité d'interjeter appel jointe)
- d. Au plus tard le _____ (jj/mm/aaaa), il est prévu que l'autorité compétente statue sur l'établissement de la filiation
- e. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a établi la filiation : négative / positive (décision jointe)
- f. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a décidé de rejeter la demande d'établissement de la filiation (décision jointe ; conditions pour interjeter appel jointes)
- g. Le _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur a contesté ou interjeté appel de la décision établissant la filiation (possibilité d'interjeter appel jointe)
- h. La demande est toujours pendante devant l'Autorité centrale

5. Les mesures suivantes ont été prises (passé) :

- a. Débiteur localisé
- b. Débiteur contacté aux fins de règlement
- c. Paiement volontaire assuré (aucune mesure d'exécution n'a été nécessaire)
(documentation jointe à ce Rapport, le cas échéant)
- d. Informations relatives à la situation financière du débiteur recueillies
- e. Biens du débiteur localisés
- f. Mesures d'exécution entreprises
 - Saisie des salaires
 - Saisies-arrêts sur comptes bancaires
 - Déductions sur les prestations de sécurité sociale
 - Gage sur les biens ou vente forcée
 - Saisie de remboursements d'impôt
 - Retenue ou saisie des pensions de retraite
 - Signalement aux organismes de crédit
 - Refus de délivrance, suspension ou révocation de permis ou passeport
 - Saisie des gains de loteries ou de jeux
 - Interdiction de sortir de l'État requis
 - Incarcération
 - Autre: _____

- g. Paiements assurés (des mesures d'exécution ont été nécessaires)
- h. Autre: _____

6. Les mesures suivantes sont en cours (présent) :
- a. Localiser le débiteur
 - b. Contacter le débiteur pour fins de règlement
 - c. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution n'est nécessaire)
 - d. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur
 - e. Localiser les biens du débiteur
 - f. Entreprendre les mesures d'exécution
 - g. Les paiements ont été assurés (des mesures d'exécution sont nécessaires)
 - h. Autre: _____

7. Les mesures suivantes seront prises (futur) :
- a. Localiser le débiteur
 - b. Contacter le débiteur pour fins de règlement
 - c. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution ne sera nécessaire)
 - d. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur
 - e. Localiser les biens du débiteur
 - f. Entreprendre les mesures d'exécution
 - g. Assurer les paiements (des mesures d'exécution seront nécessaires)
 - h. Autre: _____

8. Veuillez fournir ces informations et / ou ces documents supplémentaires :

9. L'Autorité centrale requise a refusé de traiter la demande pour la (les) raison(s) suivante(s) :
- a. L'Autorité centrale requérante n'a pas produit les documents ou les informations supplémentaires dans le délai imparti à l'article 12(9)
 - b. Les conditions requises par la Convention sont manifestement pas remplies (les motifs sont joints)

10. L'autorité compétente refuse d'établir la décision en matière d'aliments pour la (les) raison(s) suivante(s) :
- a. Les autres conditions requises par la Convention ne sont pas remplies (décision jointe)
 - b. Le débiteur n'a pas été localisé dans l'État requis
 - c. Autre : _____

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Nom du fonctionnaire de l'Autorité centrale requise (jj/mm/aaaa)

Annexe D

**Demande de modification d'une décision
Rapport sur l'état d'avancement – article 12(4)**

*** * ***

Annex D

**Application for Modification of a Decision
Status of Application Report – Article 12(4)**

Demande de modification d'une décision

(article 10(1) e) et f) et (2) a) et b))

AVIS DE CONFIDENTIALITE ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE PERSONNEL

Les renseignements à caractère personnel recueillis ou transmis en application de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis ou transmis. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son Etat.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 37.

Une décision de non-divulgation a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 37. Si cette case est cochée, les informations demandées aux points 2 d, e, f et g et 5 devront être fournies seulement à la page Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur du présent formulaire.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

Le demandeur est :

- la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus
- le représentant de la (des) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus
- le débiteur
- le représentant du débiteur

a. Nom(s) de famille : _____

b. Prénom(s) : _____

c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

3. Renseignements à caractère personnel concernant la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus

3.1 Des aliments sont demandés ou dus pour le demandeur identifié ci-dessus

Aliments découlant d'une relation de :

- filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent
- mariage relation analogue au mariage
- lien d'alliance (préciser le lien) : _____
- grand-parent fratrie petit-enfant
- autre : _____

3.2 **Des aliments sont demandés ou dus pour le(s) enfant(s) identifié(s) ci-dessous**

a. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

b. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

c. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

3.3 **Des aliments sont demandés ou dus pour la personne identifiée ci-dessous**

Nom(s) de famille : _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

mariage relation analogue au mariage
 lien d'alliance (préciser le lien) : _____
 grand-parent fratrie petit-enfant
 autre : _____

3.4 **Des aliments sont demandés ou dus pour d'autres enfants ou d'autres personnes, des renseignements à caractère personnel supplémentaires sont annexés**

4.1 **Renseignements à caractère personnel du débiteur (s'ils sont connus)**

La personne est la même que le demandeur identifié ci-dessus

a. **Nom(s) de famille :** _____
b. **Prénom(s) :** _____
c. **Date de naissance :** _____ (jj/mm/aaaa)

d. **Numéro d'identification national :** _____

e. **Adresse personnelle :** _____

f. **Adresse postale :** _____

g. **Toute autre information permettant de localiser le débiteur**

4.2 Si le débiteur est le demandeur, renseignements à caractère personnel (s'ils sont connus, le cas échéant) du représentant de la (des) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus

- a. **Nom(s) de famille :** _____
- b. **Prénom(s) :** _____
- c. **Adresse :** _____

- d. **Numéros de téléphone :** _____

- e. **Numéro de télécopie :** _____
- f. **Courriel :** _____

5. Paiements

a. Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)

- Nom de la banque :** _____
- CNIB¹ :** _____
- Code SWIFT :** _____
- NCBI² :** _____
- Numéro de compte :** _____
- Nom du détenteur de compte :** _____
- Référence³ :** _____

b. Informations concernant les paiements par chèque (le cas échéant)

- Chèque libellé au nom de :** _____
- Chèque à adresser à :** _____
(adresse) _____
- Référence³ :** _____

¹ Code national d'identification de la banque.

² Numéro de compte bancaire international.

³ Lorsque nécessaire afin de compléter le paiement.

6. Décision

6.1 Type d'autorité : autorité judiciaire ou autorité administrative

6.2 Nom et Lieu de l'autorité : _____

6.3 (adresse le cas échéant) _____

6.4 Date de la décision : _____ (jj/mm/aaaa)

6.5 Date de prise d'effet de la décision : _____ (jj/mm/aaaa)

6.6 Numéro de référence de la décision : _____

6.7 Noms des parties : _____

7. Les changements de circonstances suivants sont intervenus depuis que la décision a été rendue ou modifiée pour la dernière fois:

- modification des revenus du créancier
- modification des revenus du débiteur
- changement des revenus de la personne qui prend soins de l'enfant
- changement de situation de la personne pour qui les aliments sont demandés
- changement concernant les accords portant sur la prise en charge de l'enfant
- changement relatif au coût de la vie
- changement du taux de change
- décision rendue sur la base d'un accord et le montant fixé par la décision n'est plus convenable ou adéquat
- autre. Veuillez préciser : _____

8. Les modifications suivantes sont demandées par le demandeur :

- augmentation du montant des aliments
- diminution du montant des aliments
- modification de la fréquence des paiements
- modification des modalités de paiement
- modification de la nature des paiements
- cessation de l'obligation alimentaire
- autre. Veuillez préciser : _____

9. Les documents suivants sont joints afin d'établir le fondement de la demande de modification de la décision en matière d'aliments et pour aider à l'établissement, si nécessaire, du montant des aliments :

- un texte complet de la décision de l'État d'origine
- une preuve établissant une modification de revenus ou tout autre changement de circonstances
- accord écrit entre les parties concernant la modification des aliments dus
- Formulaire relatif à la situation financière
- conclusions écrites au soutien de la demande
- autre(s) preuves, conformément au droit de l'État requis

10. **Autres informations :** _____

11. **Si le demandeur est le débiteur, dans le cadre d'une demande en vertu de l'article 10(2) b), cochez les cases appropriées :**

- Le créancier ne réside pas habituellement dans l'État d'origine.
- Le créancier réside habituellement dans l'État d'origine mais la (les) disposition(s) suivante(s) de l'article 15 s'applique(nt) ou pourrai(en)t s'appliquer:

- la compétence de l'État requis a fait l'objet d'un accord par écrit entre les parties conformément à l'article 15(2) a) (accord joint);
- le créancier pourrait se soumettre à la compétence de l'État requis conformément à l'article 15(2) b);
- l'autorité compétente de l'État d'origine ne peut pas, ou refuse d'exercer sa compétence conformément à l'article 15(2) c) (décision jointe); ou,
- la décision rendue dans l'État d'origine ne peut pas être reconnue ou déclarée exécutoire dans l'État contractant dans lequel des procédures pour modifier la décision ou obtenir une nouvelle décision sont envisagées conformément à l'article 15(2) d) (décision jointe).

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Nom du fonctionnaire de l'Autorité centrale requise (jj/mm/aaaa)

Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur

Demande de modification d'une décision (article 10(1) e) et f) et (2) a) et b))

N.B. Les informations aux points 2 d, e, f et g et 5 contenues dans cette page ne peuvent en aucun cas être révélées ou confirmées conformément à l'article 37.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

a. Nom(s) de famille : _____

b. Prénom(s) : _____

c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

5. Paiements

a. Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)

Nom de la banque : _____

CNIB : _____

Code SWIFT : _____

NCBI : _____

Numéro de compte : _____

Nom du détenteur de compte : _____

Référence : _____

b. Informations concernant les paiements par chèques (le cas échéant)

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence : _____

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules)

Date : _____

Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale

(jj/mm/aaaa)

Rapport sur l'état d'avancement – article 12(4)

(Demande de modification d'une décision – article 10(1) e) et f) et (2) a) et b))

AVIS DE CONFIDENTIALITE ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE PERSONNEL

Les renseignements à caractère personnel recueillis ou transmis en application de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis ou transmis. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son Etat.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 37.

Une décision de non-divulgation a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 37.

<p>1. Autorité centrale requise</p> <p>a. Adresse</p> <p>b. Numéro de téléphone</p> <p>c. Numéro de télécopie</p> <p>d. Courriel</p> <p>e. Numéro de référence</p>	<p>2. Personne à contacter dans l'Etat requis</p> <p>a. Adresse (si différente)</p> <p>b. Numéro de téléphone (si différent)</p> <p>c. Numéro de télécopie (si différent)</p> <p>d. Courriel (si différent)</p> <p>e. Langue(s)</p>
---	--

3. Identification du dossier

a. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

b. Nom(s) de famille du demandeur : _____

c. Nom(s) de famille de la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus _____

d. Nom(s) de famille du débiteur : _____

4. État d'avancement de la demande de modification d'une décision en matière d'aliments dans l'Etat requis

a. Le _____ (jj/mm/aaaa), la demande a été acheminée à l'autorité compétente pour prise de décision (nom) _____

 (adresse) _____
 (numéro de référence) _____

d. Au plus tard le _____ (jj/mm/aaaa), il est prévu que l'autorité compétente rendra une décision modifiant une décision en matière d'aliments

- c. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a rendu une décision modifiant une décision accordant des aliments (décision jointe)
- d. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a refusé la demande de modification d'une décision en matière d'aliments (décision jointe ; conditions pour en appeler jointes)
- e. Le _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur / créancier a contesté ou interjeté appel de la décision modifiant une décision en matière d'aliments (permission d'en appeler jointe)
- f. Le _____ (jj/mm/aaaa) la décision modifiant une décision en matière d'aliments était finale
- g. Le _____ (jj/mm/aaaa) la décision modifiant une décision en matière d'aliments était exécutoire
- h. La demande est toujours pendante devant l'Autorité centrale

5. Les mesures suivantes ont été prises (passé) :
- a. débiteur / créancier localisé
 - b. débiteur / créancier contacté pour fins de règlement
 - c. Paiement volontaire assuré (aucune mesure d'exécution n'a été nécessaire) (documentation jointe, le cas échéant)
 - d. Informations relatives à la situation financière du débiteur / créancier recueillies
 - e. Biens du débiteur localisés
 - f. Mesures d'exécution entreprises
 - Saisie des salaires
 - Saisies-arrêts sur comptes bancaires
 - Retenues sur les prestations de sécurité sociale
 - Gage sur les biens ou vente forcée
 - Saisie de remboursements d'impôt
 - Retenue ou saisie des pensions de retraite
 - Signalement aux organismes de crédit
 - Refus de délivrance, suspension ou révocation de permis ou passeport
 - Saisie des gains de loteries ou de jeux
 - Interdiction de sortir de l'État requis
 - Incarcération
 - Autre: _____
 - g. Paiements assurés (des mesures d'exécution ont été nécessaires)
 - h. Autre: _____

6. Les mesures suivantes sont en cours (présent) :
- a. Localiser le débiteur / créancier
 - b. Contacter le débiteur / créancier pour fins de règlement
 - c. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution n'est nécessaire)
 - d. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur / créancier
 - e. Localiser les biens du débiteur
 - f. Entreprendre les mesures d'exécution
 - g. Assurer les paiements (des mesures d'exécution sont nécessaires)
 - h. Autre: _____

7. **Les mesures suivantes seront prises (futur) :**
- a. Localiser le débiteur / créancier
 - b. Contacter le débiteur / créancier pour fins de règlement
 - c. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution ne sera nécessaire)
 - d. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur / créancier
 - e. Localiser les biens du débiteur
 - f. Entreprendre les mesures d'exécution
 - g. Assurer les paiements (des mesures d'exécution seront nécessaires)
 - h. Autre: _____
8. **Veillez fournir ces informations et / ou ces documents supplémentaires :**
- _____
- _____
9. **L'Autorité centrale requise a refusé de traiter la demande pour la (les) raison(s) suivante(s) :**
- a. L'Autorité centrale requérante n'a pas produit les documents ou les informations supplémentaires dans le délai imparti à l'article 12(9)
 - b. Les conditions requises par la Convention sont manifestement pas remplies (les motifs sont joints)
10. **L'autorité compétente refuse de modifier la décision en matière d'aliments pour la (les) raison(s) suivante(s) :**
- a. La demande est contraire à l'article 15
 - b. Les autres conditions requises par la Convention ne sont pas remplies (décision jointe)
 - c. Le débiteur / créancier n'a pas été localisé dans l'État requis
 - d. Autre : _____

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Nom du fonctionnaire de l'Autorité centrale requise (jj/mm/aaaa)

Annexe E

Formulaire relatif à la situation financière

*** * ***

Annex E

Financial Circumstances Form

Formulaire relatif à la situation financière

AVIS DE CONFIDENTIALITE ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE PERSONNEL

Les renseignements à caractère personnel recueillis ou transmis en application de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis ou transmis. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son Etat.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 37.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 37. Si cette case est cochée, les informations demandées aux points V.D .2, 4, 6, 8, 10, 12 et 14 et VI.D. 9 et 11 devront être fournies seulement à la page Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur du présent formulaire.

I. REFERENCE ^{1 2}

1. Autorité centrale requérante a. Adresse b. Numéro de téléphone c. Numéro de télécopie d. Courriel e Numéro de référence	2. Personne à contacter dans l'Etat requis a. Adresse (si différente) b. Numéro de téléphone (si différent) c. Numéro de télécopie (si différent) d. Courriel (si différent) e. Langue(s)
---	--

3. Le demandeur, _____ (nom(s) de famille et prénom(s)), né le _____ (jj/mm/aaaa), est : créancier, représentant de la (des) personne(s) pour laquelle (lesquelles) les aliments sont demandés ou dus, ou débiteur

4. Ce formulaire est soumis pour : (il est possible de cocher plus d'une case)

- L'obtention d'une décision (art. 10(1) c))
(Remplir toutes les sections)
- La reconnaissance ou la reconnaissance et l'exécution d'une décision (art. 10(1) a))
(Remplir les sections III et IV)
- L'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis (Art. 10(1) b))
(Remplir les sections III et IV)
- La modification d'une décision (art. 10(1) e) et f) et (2) a) et b))
(Remplir toutes les sections)
- Une demande d'assistance juridique (art. [14(3)] [14 ter])
(Remplir les sections II, V et VI si demandeur est la personne identifiée sous II)
(Remplir les sections III, V et VI si demandeur est la personne identifiée sous III)

5. Demandeur admissible à l'assistance juridique dans l'État d'origine (documentation ci-jointe)

¹ En remplissant le Formulaire relatif à la situation financière, veuillez consulter le Profil d'Etat de l'Etat requis pour vérifier si une information spécifique est requise.

² Les Sections II à VI doivent autant que possible être complétées au meilleur des connaissances.

II. INFORMATIONS GENERALES RELATIVES AU CREANCIER OU À LA (AUX) PERSONNE(S) POUR QUI DES ALIMENTS SONT DEMANDES OU DUS (SI ELLES SONT CONNUES)**A. Renseignements à caractère personnel concernant le créancier ou la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus**

1. Le créancier ou la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés est: <input type="checkbox"/> père <input type="checkbox"/> mère <input type="checkbox"/> autre personne ayant la charge de l'enfant <input type="checkbox"/> famille d'accueil <input type="checkbox"/> l'enfant et la personne indiquée ci-dessus sont les créanciers <input type="checkbox"/> l'enfant lui-même est le seul créancier <input type="checkbox"/> organisme public <input type="checkbox"/> autre personne (voir la demande)	
2. Occupation, métier ou profession	
3. Salaire mensuel brut estimé (préciser la devise)	4. Autres revenus mensuels (et source) (préciser la devise)
5. Statut matrimonial actuel <input type="checkbox"/> Marié <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Partenaire <input type="checkbox"/> Divorcé <input type="checkbox"/> Séparé	

B. Informations relatives aux personnes à la charge du créancier

Nom(s) de famille, prénom(s)	Age	Lien avec le créancier	Visé par cette demande?
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

C. Informations relatives à l'époux / épouse ou partenaire du créancier

1. Nom(s) de famille et prénom(s)	2. Emploi <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> inconnu
3. Revenu mensuel brut estimé (préciser la devise)	4. Autres revenus mensuels (et source) (préciser la devise)
5. L'époux / épouse ou partenaire du créancier paie des aliments <input type="checkbox"/> sur une base volontaire ou <input type="checkbox"/> en vertu d'une décision judiciaire/administrative. Le montant est _____ par _____ (préciser la devise et la période de paiement). Au _____ (jj/mm/aaaa) le montant total payé est _____ et le montant impayé _____ (préciser la devise).	

III. INFORMATIONS GENERALES RELATIVES AU DEBITEUR (SI ELLES SONT CONNUES)**A. Informations relatives au débiteur**

1. Le débiteur est: <input type="checkbox"/> le père <input type="checkbox"/> la mère <input type="checkbox"/> toute autre personne ayant la charge de l'enfant <input type="checkbox"/> famille d'accueil	
2. Occupation, métier ou profession :	
3. Nom et adresse de l'employeur :	
4. Revenu mensuel brut estimé (préciser la devise)	5. Autres revenus mensuels (et source) (préciser la devise)
6. Statut matrimonial actuel <input type="checkbox"/> Marié <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Partenaire <input type="checkbox"/> Divorcé <input type="checkbox"/> Séparé	

B. Informations relatives à des personnes à la charge du débiteur

Nom(s) de famille, prénom(s)	Age	Lien avec le débiteur	Visé par cette demande?
1.			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
3.			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
4.			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
5.			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

C. Informations relatives à l'époux / épouse ou partenaire du débiteur

1. Nom(s) de famille et prénom(s)	2. Emploi <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> inconnu
3. Salaire mensuel brut estimé (préciser la devise)	4. Autres revenus mensuels (et source) (préciser la devise)
5. L'époux / épouse ou partenaire du débiteur paie des aliments <input type="checkbox"/> sur une base volontaire ou <input type="checkbox"/> en vertu d'une décision judiciaire/administrative. Le montant est _____ par _____ (préciser la devise et la période de paiement). Au _____ (jj/mm/aaaa) le montant total payé est _____ et le montant impayé _____ (préciser la devise).	

IV. ACTIF ET PASSIF DU DEBITEUR (S'ILS SONT CONNUS)

Préciser la devise utilisée pour compléter les tableaux suivants: _____

A. L'actif du débiteur

1. Résidence – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	2. (lieu et / ou numéro d'enregistrement)
3. Autres propriétés – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	4. (lieu et / ou numéro d'enregistrement, description)
5. Véhicule(s) motorisé – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	6. (lieu et / ou numéro d'enregistrement, modèle, année)
7. Caravanes/bateaux – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	8. (lieu et / ou numéro d'enregistrement, modèle année)
9. Meubles et biens mobiliers – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	10. (lieu et description)
11. Compte(s) bancaire	12. (institution(s) et numéro(s) de compte)
13. Autres biens* – Valeur:	14. (institution(s) et numéro(s) de compte)

B. Dettes du débiteur

Créancier	Montant	Fréquence des Paiements	Propriété avec hypothèque
1.			
2.			
3.			
4.			

* Préciser séparément chaque information additionnelle.

V. DECLARATION FINANCIERE DU DEMANDEUR

Préciser la devise utilisée pour compléter les tableaux suivants: _____

A. Ressources brut du demandeur

1. <input type="checkbox"/> mensuel <input type="checkbox"/> annuel	Demandeur	Epoux(se) / partenaire actuel du demandeur	Enfant(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus	Autres personnes pour qui des aliments sont demandés ou dus
2. Salaires (y inclus avantages en nature)				
3. Revenus de travail non salariés				
4. Pensions de retraite, d'invalidité et alimentaires, rentes, rentes viagères				
5. Allocations de chômage				
6. Revenus des valeurs/capitaux mobiliers				
7. Revenus immobiliers				
8. Autres prestations sociales				
9. Autres sources de revenus *				
10. TOTAL				

B. Déductions du revenu du demandeur

1. <input type="checkbox"/> mensuel <input type="checkbox"/> annuel	Demandeur	Epoux(se) / partenaire actuel du demandeur	Enfant(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus	Autres personnes pour qui des aliments sont demandés ou dus
2. Taxe nationale/fédérale (impôt)				
3. Taxe d'état/de province (impôt)				
4. Taxe municipale/locale				
5. Primes d'assurance				
6. Cotisations obligatoires pour les pensions				
7. Cotisations syndicales/professionnelles				
8. Autres déductions *				
9. TOTAL				

* Préciser séparément chaque information additionnelle.

C. Dépenses du créancier du demandeur

1. <input type="checkbox"/> mensuel <input type="checkbox"/> annuel	Demandeur	Epoux(se) / partenaire actuel du demandeur ou dus	Enfant(s) pour qui des aliments sont demandés	Autres personnes pour qui des aliments sont demandés ou dus
2. Loyer/hypothèque/frais de co-propriété				
3. Dépenses du ménage				
4. Epicerie et produits domestiques				
5. Vêtements				
6. Frais dentaires / médicaux / d'opticiens				
7. Pensions alimentaires payées				
8. Assurances (autres que celles de la Partie V.B)				
9. Entretien des véhicules				
10. Frais de garderie				
11. Frais d'éducation des enfants				
12. Frais de loisir des enfants				
13. Epargnes annuelles pour l'avenir				
14. Paiement des dettes				
15. Autres dépenses *				
16. TOTAL				

D. L'actif du demandeur

1. Résidence – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	2. (lieu et / ou numéro d'enregistrement)
3. Autres propriétés – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	4. (lieu et / ou numéro d'enregistrement, description)
5. Véhicule(s) motorisé – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	6. (lieu et / ou numéro d'enregistrement, modèle, année)
7. Caravanes/bateaux – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	8. (lieu et / ou numéro d'enregistrement, modèle, année)
9. Meubles et biens mobiliers – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	10. (lieu et description)
11. Autres biens * – Valeur:	12. (institution et No de compte)

* Préciser séparément chaque information additionnelle.

E. Dettes du demandeur

Créancier	Montant	Fréquence des paiements	Propriété avec hypothèque
1.			
2.			
3.			
4.			

VI. ASSURANCE MEDICALE

A. Le débiteur est-il tenu de fournir une assurance médicale pour l'(les) enfant(s) en vertu d'une décision alimentaire? Oui Non

B. Le débiteur est-il requis de fournir une assurance médicale pour le créancier en vertu d'une décision alimentaire? Oui Non

C. La couverture médicale pour l'(les) enfant(s) pour qui une pension alimentaire est demandée et/ou le créancier est fournie par :

D. Couverture d'assurance

Couverture fournie par:	pour enfant(s)	pour créancier	
1. Créancier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	9. Compagnie d'assurance du créancier:
2. Débiteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Numéro de police:
3. Régime d'assurance de l'Etat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	10. Compagnie d'assurance du débiteur:
4. L'employeur du créancier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Numéro de police:
5. L'employeur du débiteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	11. Autre compagnie d'assurance:
6. Autre: _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Numéro de police:
7. Inconnu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
8. Pas de couverture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Numéro de police:

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur

Formulaire relatif à la situation financière

N.B. Les informations aux points V.D .2, 4, 6, 8, 10, 12 et 14 et VI.D. 9 et 11 contenues dans cette page ne peuvent en aucun cas être révélées ou confirmées conformément à l'article 37.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

V.D. L'actif du demandeur

1. Résidence – Valeur marchande: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	2. (lieu et / ou No d'enregistrement)
3. Autres propriétés – Valeur marchande: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	4. (lieu et / ou No d'enregistrement)
5. Véhicule(s) motorisé – Valeur marchande: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	6. (lieu et / ou No d'enregistrement)
7. Caravanes/bateaux – Valeur marchande: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	8. (lieu et / ou No d'enregistrement)
9. Meubles et biens mobiliers – Valeur marchande: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	10. (lieu et description)
11. Compte(s) bancaire	12. (institution(s) et numéro(s) de compte)
13. Autres biens * – Valeur:	14. (institution(s) et numéro(s) de compte)

VI.D. Couverture d'assurance

9. Compagnie d'assurance du créancier: Numéro de police:	11. Autre compagnie d'assurance: Numéro de police:
---	---

- Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.
- Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

* Préciser séparément chaque information additionnelle.